

NUMÉRIQUE **LE GESTE A LA PAROLE** P. VI-VII

DEMAIN **DES ENGIN VOLANTS MUS PAR LA FORCE HUMAINE** P. V

ECOFUTUR

Libération

LES ARBRES, DÉCIMÉS PAR LES
CHANTRES DE L'AGRICULTURE
INTENSIVE DEPUIS DES
DÉCENNIES, REVIENNENT
PETIT À PETIT OMBRAGER
LA CAMPAGNE FRANÇAISE,
AU PROFIT D'UNE PRODUCTION
PLUS DURABLE.



L'AGRICULTURE RETROUVE

ENQUÊTE

SES RACINES

L'AGROFORESTERIE PORTE SES FRUITS

REPORTAGE

DANS SA «FERME EN COTON», PRÈS D'AUCH, NICOLAS PETIT A FAIT DES ARBRES SON OUTIL DE TRAVAIL.

Un ormeau malade et une allée de peupliers moribonds, voilà les seuls arbres ornant l'exploitation agricole que Nicolas Petit rachète dans le Gers en 2001. Avec sa femme institutrice, Anne-Catherine, et leurs trois enfants, ce Parisien alors âgé de 33 ans a envoyé promener sa carrière de «cadre sup dynamique à Printemps» pour se faire paysan. Son envie : «Élever de la volaille bio en parcours libre». Treize ans plus tard, la Ferme en coton, à 7 kilomètres d'Auch, fait partie des références incontournables en agroforesterie.

Ruissellement. La rencontre avec l'association Arbres et paysages 32 et son directeur, Alain Canet, a été déterminante dans l'aménagement des 40 hectares de surface cultivable. Avec leur appui technique, Nicolas Petit commence à planter des haies à tous les bras : «On a divisé chacune des deux grandes parcelles de 20 hectares en petites de 4 hectares maximum, bordées de haies pour casser le ruissellement qui lessivait les sols.»

En dix ans, ces terres pelées sont rhabillées de plus de 5 kilomètres linéaires d'arbres et arbustes. Eglantiers, érables champêtres, pruniers sauvages, viornes, cormiers, fusains, noisetiers, un festival d'essences locales reprend possession du domaine. Le bien-être des volailles est la priorité de ces premières plantations : l'effet brise-vent et l'ombre des arbustes apportent aux animaux un environnement sécurisant et une alimentation plus variée,

car ils se nourrissent en partie de ce qu'ils trouvent autour des arbres. Nicolas Petit l'a constaté : ses gallinacés pèsent 4% de plus que les poulets élevés en batteries, tout en consommant 4% de nourriture en moins.

Entre ses grands chapons râblés et ses fières poulardes potelées, le fermier a un faible pour les secondes. Comme les pintades criardes et les sveltes poules pondeuses noires, chaque espèce a droit à un vaste enclos arboré d'environ 2000 m², protégé des renards par un filet électrifié. Non loin paissent des brebis solognotes au poil brun et une horde de porcs noirs de Bigorre. Tous ces animaux sont bio, nourris par les céréales récoltées sur place.

«En 2006, raconte Nicolas Petit, une nouvelle étape a été franchie quand on a planté les premiers arbres au milieu des champs.» Sur ses parcelles, où il cultive en rotation blé, tournesol et féverole, poussent maintenant en longues rangées rectilignes un mixte d'essences variées (frênes, merisiers, noyers, chênes, érables). L'intérêt ? «L'arbre nourrit le sol grâce aux feuilles qu'il perd et à son système racinaire. Il le protège aussi des grands froids et des grosses chaleurs.»

Au pied de ces lignes d'arbres, 2 mètres de bande enherbée où poussent des plantes mellifères, légumineuses et crucifères, bé-



néfiques à la richesse organique du sol comme aux insectes. «La coccinelle n'est plus paumée au milieu d'un champ de 20 hectares. Le maillage végétal permet à la biodiversité de circuler», explique Nicolas Petit. Mais cette rupture avec l'agri-

culture conventionnelle, avoue-t-il, n'aurait pas été possible sans le soutien financier du département et de la région. «Et puis il a fallu se battre pour que les bandes enherbées ne soient pas décomptées de la surface prise en compte pour le calcul des aides européennes.»

Intrus. Bien que l'agroforesterie soit enfin éligible aux primes PAC, l'arbre reste un intrus suspect. Nicolas exhibe ainsi le courrier qu'il vient de recevoir de la direction départementale de l'agriculture, pointant des «anomalies» sur son espace avicole : une demi-douzaine de bosquets qu'il a plantés dans les enclos de ses volailles... La reconnaissance de «l'arbre comme un outil de travail, plus précieux même que le tracteur», a encore du chemin à faire. Mais «le regard des voisins rigolards et dubitatifs a changé quand ils ont vu nos résultats et la qualité de nos produits», juge Nicolas Petit. Sans parler du défilé des politiques et des ingénieurs agronomes qui s'intéressent à ce qu'on fait.

Envoyée spéciale à Auch (Gers)
NATHALIE DUBOIS

EXTENSION DU DOMAINE DE L'ÉCO

L'ARBRE ET LE TERRITOIRE

Par JEAN-CHRISTOPHE FÉRAUD

Et voilà qu'on redécouvre avec l'agroforesterie ce que cent cinquante ans de révolution industrielle et d'agriculture intensive avaient pratiquement effacé de nos mémoires d'anciens ruraux et néo-citadins : symbole de vie, d'immortalité et de savoir dans la plupart des traditions païennes, divinisé par nos ancêtres celtes et gaulois, célébré dans les religions du livre, l'arbre est profondément enraciné dans la carte et le territoire du genre humain. De tout temps, il nous a comblés de ses fruits, protégés du soleil, des rigueurs de l'hiver et des crues, fourni fourrage, bois de chauffage et de construction. Associé aux cultures des l'Antiquité, où l'on semailait céréales et légumineuses entre deux haies de vignes ou d'oliviers, l'arbre permettait aussi d'enrichir les sols et de stocker l'eau, tout en contribuant à fertiliser et à protéger les cultures. Cette «complantation» traditionnelle n'a pas survécu à la roue mécanisée du progrès et à l'aménagement planifié du territoire. En France, il y avait 600 millions d'arbres plantés en surfaces agricoles au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Il en reste moins de 200 millions. Il fallait bien nourrir les masses industrielles et citadines du XX^e siècle découvrant les joies de la société de consommation. Défricher et réduire aussi le dernier carré non productif des forêts hercyniennes abritant les vieilles peurs ancestrales de l'humanité sédentarisée. Forêts qui avaient aussi l'avantage de piéger le poison climatique de nos émissions de CO₂. On s'aperçoit que c'était folie d'avoir éradiqué chênes, noisetiers ou pommiers des champs pour laisser place à des régiments de machines sillonnant les mornes plaines de notre malbouffe industrielle. Et qu'il va falloir réapprendre des arbres. Tant mieux. Car n'oublions pas qu'à la fin, «le triomphe de la végétation» sur l'homme sera «total», comme le rappelle tranquillement Michel Houellebecq dans la Carte et le Territoire.

LES AVANTAGES DE L'AGROFORESTERIE





Par CORALIE SCHAUB

Fini les mornes plaines ? Fini les monocultures si monotones ? Bientôt. Lentement mais sûrement, les arbres réapparaissent dans les champs. Eux qui en avaient été exclus au XX^e siècle au nom de l'intensification de l'agriculture y reviennent sous forme d'alignements, de haies, de bosquets ou d'arbres isolés. Faire cohabiter ceux-ci avec des cultures et/ou des animaux sur une même parcelle agricole, c'est pratiquer l'agroforesterie. Sujet revenu à la pointe de la tendance, si, si. Le ministère de l'Agriculture lui consacrait le 1^{er} décembre une « journée nationale historique », qualifiant l'agroforesterie d'« un des leviers à la disposition des agriculteurs pour parvenir à la double performance économique et environnementale du projet agro-écologique pour la France » (lire EcoFutur du 17 février).

«Capital naturel»

Nestlé, le premier groupe alimentaire mondial, ne cesse de vanter la pratique, testée depuis une vingtaine d'années par sa marque Vitell dans les Vosges : préserver les écosystèmes, c'est préserver la qualité de l'eau, donc le business. Idem, plus récemment, pour ses

marques Mousline, Nescafé et Nespresso, avec, à chaque fois, des milliers voire des dizaines de milliers d'arbres plantés. «Investir dans le «capital naturel» est aussi pour le groupe Nestlé une meilleure garantie de sécurisation de ses approvisionnements sur le long terme», dit la multinationale. Greenwashing ? Peut-être. Pragmatisme, surtout. Et tant mieux si c'est bon pour l'image. «C'est forcément une stratégie de marque mais la démarche est plutôt intéressante, cela participe à la prise de conscience», estime Amandine Lebreton, de la fondation Nicolas Hulot, qui souligne les «multiples avantages» de l'agroforesterie. Les arbres améliorent la qualité du sol, le stabilisent et le protègent de l'érosion. Ils l'aident à mieux stocker l'eau, réduisant ainsi les pics de crue, et filtrent les pollutions aux nitrates. Ils offrent le gîte et le couvert aux pollinisateurs comme les abeilles, mais aussi à toutes les bestioles (coccinelles, oiseaux, chauve-souris...) qui permettent de lutter contre les insectes ravageant les cultures. Le bétail et la volaille aiment s'abriter sous leur ombre. «En période de sécheresse, de nombreux feuillus et fruitiers – frêne, orme, mûrier, érable... – constituent d'excellents fourrages d'appoint», pointe aussi le ministère de l'Agriculture. Des études sont en cours pour évaluer dans quelle mesure l'agroforesterie permet d'atténuer le changement climatique et de s'y

adapter. Les arbres stockent en effet une à deux tonnes de carbone par hectare et par an, pour 50 à 100 arbres par hectare. «Et les cultures protégées par ces derniers souffriraient moins du réchauffement, mais cela reste à vérifier et à quantifier», ajoute Christian Dupraz, de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) de Montpellier. L'enjeu est aussi économique. Car associer arbres et cultures permet de produire davantage : «Une exploitation agroforestière de 100 hectares produit autant de biomasse qu'une exploitation conventionnelle de 140 hectares où arbres et cultures sont séparés, constate le chercheur. L'agriculteur continue à vivre de son exploitation, ses rendements sont maintenus. Et une fois qu'il vend ses fruits et son bois, il peut très nettement améliorer ses revenus.»

La pratique, explique Christian Dupraz, n'est «pas extrêmement technique» et peut s'enviesager pour toutes les cultures ou presque, à condition de choisir l'espèce qui poussera bien là où on la plante. Parmi les mariages les plus réussis figurent le noyer associé à des cultures d'hiver type blé ou colza, le peuplier combiné au maïs, ou les très classiques pommiers normands servant de parasols aux vaches. «Vous verrez, la campagne va bientôt changer de visage, il y aura même des arbres au milieu des champs de betteraves à sucre», prédit Dupraz. Qui rêve pour la France d'un million d'hectares en agroforesterie en 2050. On

en est loin : il y en a 170 000 aujourd'hui. Une paille par rapport aux 28 millions d'hectares de surface agricole utile nationale.

«Déménagement intellectuel»

Les freins restent nombreux. Il existe encore trop peu de conseillers en agroforesterie. Et aucun diplôme ne porte spécifiquement sur le sujet, même si de plus en plus de lycées agricoles l'enseignent. Les agriculteurs ont perdu le lien avec les arbres. «Jusqu'en 2010, la PAC [politique agricole commune] les considérait comme une contrainte, ils gênaient, prenaient de la place, rappelle Alain Canet, président de l'Association française d'agroforesterie. Il y a énormément de déminage intellectuel à faire. Mais je suis impressionné par la vitesse à laquelle les curseurs bougent.» Chaque année, désormais, 3 000 à 4 000 hectares sont plantés en agroforesterie en France, considérée comme la référence en Europe en la matière. Et le rythme s'accélérera en 2015 avec la nouvelle PAC, puisque les parcelles agroforestières pourront être considérées comme des «surfaces d'intérêt écologique» et donc permettre d'accéder à des aides. Alors, miraculeuse, l'agroforesterie ? «Elle ne fera pas tout, ce n'est pas avec elle qu'on supprimera par exemple les maudites des plantes, tempère Christian Dupraz. Mais c'est un bon chemin vers une agriculture plus écologique.»